



## ETATS-UNIS : LES REPUBLICAINS CULTIVENT LE FLOU DIPLOMATIQUE

Andrew J. Diamond\*

**Ils multiplient les critiques à l'encontre de la politique étrangère de Barack Obama, accusé de mener le pays au déclin. Mais les candidats à la primaire républicaine peinent à définir leur propre stratégie diplomatique et militaire.**

Si les questions de politique étrangère restent derrière celles de politique économique et fiscale dans les débats des primaires républicaines, les récentes statistiques indiquant un renforcement de l'économie américaine pourraient amener les candidats du Grand Old Party (GOP) à chercher de nouveaux chevaux de bataille dans leur lutte contre le président Obama. Au vu de la tension qui couve entre l'Iran et Israël ou des troubles grandissants en Égypte et en Syrie, il est probable que les regards se tournent vers les questions extérieures. Mitt Romney, le candidat en tête, s'est d'ailleurs entouré d'une équipe de quarante experts du sujet. Pourtant, ni lui, ni ses rivaux ne semblent capables de formuler une alternative viable à la position pragmatique du président Obama.

Certes, il n'est pas sûr que la politique étrangère menée par le président actuel suive une véritable « doctrine », mais son administration a cultivé une approche promouvant la négociation et la collaboration, au détriment de la confrontation et de l'unilatéralisme. Toutefois, à l'exception de Ron Paul, qui soutient une position isolationniste, les trois autres candidats Mitt Romney, Rick Santorum et Newt Gingrich estiment que la politique étrangère d'Obama mène le pays au déclin. En 1980 déjà, Ronald Reagan avait capitalisé sur les angoisses des Américains face à l'incapacité du président démocrate Jimmy Carter à obtenir la libération des otages en Iran.

Et c'est de nouveau l'Iran qui est au coeur de la tentative républicaine de restaurer l'idée, chère aux néoconservateurs, selon laquelle les États-Unis possèdent l'autorité morale nécessaire pour agir de manière unilatérale dans le monde, lorsqu'ils le jugent bon. L'impuissance du président à empêcher l'Iran de se doter de l'arme nucléaire a fourni l'occasion aux candidats du GOP de montrer jusqu'où ils sont prêts à aller pour garantir la sécurité du monde. Romney a parlé d'actions militaires « ouvertes et secrètes » et même de « mettre des bottes (c'est-à-dire des troupes) sur le terrain ». Santorum a proposé des frappes aériennes et Gingrich a suggéré de recourir à des sanctions sévères, voire à la force militaire. Ces positions renvoient à un autre argument répété à loisir par Romney et Santorum : Obama n'a pas su apprécier la gravité des menaces pesant sur la sécurité d'Israël.

Le risque pour les candidats républicains est que récession oblige, les Américains n'apprécient pas le coût élevé d'une nouvelle intervention militaire.

De fait, la crise économique a donné lieu à une autre proposition du favori Romney : supprimer le budget consacré à l'aide extérieure. C'est même l'une des seules mesures de politique étrangère qui distingue Romney de son principal rival, l'ultraconservateur Rick Santorum, qui, lui, considère l'aide à l'Afrique cruciale pour éviter « l'effondrement ou le chaos complet », ce qui créerait « un terreau fertile pour les islamistes radicaux ».

Ici encore, Romney semble mal juger les sentiments des électeurs. S'ils sont réticents à l'idée d'interventions militaires coûteuses, leur soutien à l'aide extérieure paraît intact. Plus encore, la grande majorité des Américains a une vision très exagérée de la part du budget qui lui est allouée. Selon un sondage de 2010, ils l'évaluent à un quart du budget annuel des États-Unis et souhaiteraient la réduire de moitié. Quand on sait que le chiffre réel est inférieur à 1 % du budget total, le bénéfice politique d'une telle position pour Romney semble bien faible.

Ainsi, les Républicains ont du mal à exprimer des idées de politique étrangère face à un président qui jouit d'une bonne réputation auprès des conservateurs comme des « faucons de guerre » grâce à la réduction des déploiements militaires, l'exécution de Ben Laden, la protection du pays contre les activités terroristes et le refus de finalement fermer Guantanamo.

**\*Maître de conférence à l'université Lille-3  
et membre du comité de rédaction de la Revue française d'études américaines.**